

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(FINISTÈRE)**

(21 novembre 1985)

(Etendue par arrêté du 22 mai 1986,
Journal officiel du 30 mai 1986)

■ *Journal officiel* du 27 janvier 2006

**Arrêté du 17 janvier 2006 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations hor-
ticoles et pépinières du département du Finistère (n° 9292)**

NOR : AGRF0600201A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Régle-
mentaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14
et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1986 portant extension de la convention collective
de travail du 21 novembre 1985 concernant les exploitations horticoles et
pépinières du département du Finistère et les arrêtés successifs portant exten-
sion des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 13 septembre 2005 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du
29 novembre 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et
du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 28 du 13 septembre 2005 à la convention
collective de travail du 21 novembre 1985 concernant les exploitations horti-
coles et pépinières du département du Finistère sont rendues obligatoires
pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'appli-
cation professionnel et territorial de ladite convention.

L'article 28-3 (Repos quotidien) de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant susmentionné, est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles D. 714-18 et D. 714-19 du code rural.

L'article 28-4 (Périodes d'astreintes) de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant susmentionné, est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 713-5-III, L. 714-1 et L. 714-5 du code rural.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 21 novembre 1985 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
Le directeur du travail,
J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/45 en date du 10 décembre 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.